

Au Journal officiel du 14 au 20 juillet 2018

Au Journal officiel du 14 au 20 juillet 2018

23/07/2018

Au Journal officiel du 14 au 20 juillet 2018

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 14 juillet 2018 :

- Loi n° 2018-607 du 13 juillet 2018 relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense – *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf art. 64, XV) – Modification de nombreux codes et textes non codifiés.*

Au JO du 17 juillet 2018 :

- Décret n° 2018-612 du 16 juillet 2018 relatif à la prise en charge des dommages en cas de retrait d'agrément d'une entreprise d'assurance – *Modification du Code des assurances ;*
- Décret n° 2018-614 du 16 juillet 2018 *modifiant les dispositions du Code de l'éducation relatives aux enseignements conduisant au baccalauréat général et aux formations technologiques conduisant au baccalauréat technologique ;*
- Arrêté du 27 juin 2018 *modifiant le Code de procédure pénale* (quatrième partie : arrêtés) et relatif aux établissements pénitentiaires affectés à l'exécution des peines.

Au JO du 18 juillet 2018 :

- Décret n° 2018-617 du 17 juillet 2018 portant *modification du Code de justice administrative et du Code de l'urbanisme* (parties réglementaires) – *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf art. 9) ;*
- Arrêté du 29 juin 2018 fixant la liste des biocarburants et bioliquides éligibles à la minoration de la TGAP et précisant les modalités du double comptage des biocarburants – *Abrogation de l'arrêté du 21 mars 2014.*

Au JO du 19 juillet 2018 :

- Décret n° 2018-625 du 17 juillet 2018 portant diverses mesures relatives à l'indemnisation des conseillers prud'hommes – *Modification du Code du travail ;*

-
- Décret n° 2018-633 du 18 juillet 2018 relatif au diplôme d'État d'infirmier en pratique avancée – *Modification du Code de l'éducation* ;
 - Décret n° 2018-629 du 18 juillet 2018 relatif à l'exercice infirmier en pratique avancée – *Modification du Code de la santé publique* ;
 - Arrêté du 18 juillet 2018 fixant les listes permettant l'exercice infirmier en pratique avancée en application de l'article R. 4301-3 du Code de santé publique ;
 - Arrêté du 18 juillet 2018 relatif au régime des études en vue du diplôme d'État d'infirmier en pratique avancée ;
 - Décret n° 2018-630 du 17 juillet 2018 portant diverses dispositions communes à l'ensemble du patrimoine culturel – *Modification du Code du patrimoine, du Code général de la propriété des personnes publiques et de décret n° 97-1200 du 19 décembre 1997* ;
 - Décret n° 2018-634 du 17 juillet 2018 *modifiant la partie réglementaire du Code du sport relative à l'organisation de l'Agence française de lutte contre le dopage et à la procédure disciplinaire menée devant elle - Ce texte entre en vigueur le 1^{er} septembre 2018* ;
 - Arrêté du 11 juillet 2018 portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers – *Ce texte entre en vigueur le 21 juillet 2018* ;
 - Arrêté du 18 juillet 2018 fixant la liste des pathologies chroniques stabilisées prévue à l'article R. 4301-2 du Code de santé publique.

Au JO du 20 juillet 2018 :

- Décret n° 2018-635 du 18 juillet 2018 relatif à l'organisation des cultes protestants et au chapitre de la fondation Saint-Thomas – *Modification du décret du 26 mars 1852 et de la loi du 29 novembre 1873* ;
- Décret n° 2018-636 du 18 juillet 2018 portant suppression de la commission nationale des formations aux soins d'urgence en situation sanitaire normale et exceptionnelle et adaptant les conditions requises pour assurer la responsabilité d'un centre d'enseignement des soins d'urgence – *Modification du Code de la santé publique* ;
- Arrêté du 6 juillet 2018 relatif aux services chargés de l'enregistrement - *Ce texte entre en vigueur le 1^{er} septembre 2018* ;
- Arrêté du 6 juillet 2018 relatif aux services chargés de l'enregistrement.

La Rédaction législation

